

Pétrole et gaz du Canada—Loi

A la fin de 1978, la société avait réalisé des gains nets d'environ 13.7 millions de dollars contre un investissement gouvernemental de 778 millions de dollars, ce qui représente un rendement d'environ 1.5 p. 100. La plus grande partie de ces recettes provenait des sociétés qui existaient encore parce que Petro-Canada n'avait pas trouvé de pétrole par elle-même à la fin de 1978.

En 1979 et 1980, quand le parti conservateur était au pouvoir, le gouvernement n'a pas investi dans Petro-Canada. Nous pensons que la société nationale devait pouvoir se débrouiller seule. Les Canadiens y avaient déjà investi plus de un milliard de dollars. De fait, nous voulions que des Canadiens acquièrent des actions dans la société afin d'obliger à la fin de l'année les dirigeants et les administrateurs de Petro-Canada à rendre compte de l'activité de la société pendant l'année à leurs actionnaires, c'est-à-dire aux Canadiens et aux Canadiennes qui détiendraient 15 ou 20 actions et aux veuves qui auraient besoin de leurs dividendes. Ces gens auraient pu dire directement au président: «Où sont mes dividendes? Qu'avez-vous fait de mon argent? Vous avez un poste de confiance.»

Cela ne s'est pas produit. Le ministre des Finances (M. MacEachen) ne va pas rencontrer les représentants de Petro-Canada au nom des principaux actionnaires et leur demander ce qu'ils font pour les citoyens canadiens. Pourquoi le ferait-il? Sa réputation est en jeu. Il doit faire marcher cette société. Après le retour au pouvoir des libéraux, ceux-ci y ont injecté encore plus d'argent. Ils ont versé 440 millions de dollars supplémentaires à Petro-Canada, fournis entièrement par les contribuables canadiens, et empruntés par surcroît.

La dernière victime a été Petrofina, une autre société publique prospère, qui payait des dividendes à ses actionnaires canadiens et étrangers. Il est intéressant de noter que durant les années 40, au moment de se créer une industrie pétrolière, l'Ouest s'est adressé aux financiers de la rue Bay à Toronto pour leur emprunter de l'argent. Combien d'argent les Canadiens ont-ils prêté à l'Ouest à cette époque? Pas un cent! Ils n'ont pas voulu prêter d'argent pour lancer l'industrie pétrolière quel que fût le taux. Ils ne voulaient pas de capitaux. Les Hollandais par l'entremise de Shell, les Britanniques par l'entremise de BP et Gulf, et les Américains par l'entremise d'Imperial Oil l'ont fait. Ils ont développé notre pays et nous ont permis d'avoir du pétrole lorsque nous ne nous en occupions pas. Avant cette transaction, les actions de Petrofina se vendaient à environ \$60. Comme cela arrive inévitablement, dès qu'on eut évoqué la possibilité d'une prise en main par le gouvernement, le prix des actions a grimpé. La population canadienne a fini par acheter ces actions à \$120 chacune, soit plus de deux fois leur valeur.

On dira que nous avons obtenu en échange 1,100 stations-service en solde. Cela est vrai. Cela est également vrai que nous avons hérité de baux. Toutefois, avons-nous obtenu le cœur et la tête de Petrofina, son avenir, c'est-à-dire son usine pétrochimique? Non. Cela ne faisait pas partie du marché. Nous avons payé \$120 l'unité pour des actions qui ne valaient que \$60 six semaines auparavant, et nous n'avons même pas réussi à obtenir tous les avoirs. Ils ont gardé l'usine pétrochimique, l'avenir de notre pays. On compte au Canada un certain nombre de vieilles stations-service qui ne sont même pas situées à des carrefours importants. C'est une honte.

● (1630)

Comment le gouvernement a-t-il financé cette opération, monsieur l'Orateur? Avec des crédits d'environ 440 millions de dollars qui figurent dans le Livre bleu, sur un total d'un milliard et demi de dollars que nous avons investis dans Petrofina. Nous avons également accordé 25 p. 100 à Petro-Canada, sous forme d'expropriation, de confiscation. Le gouvernement va en effet confisquer 25 p. 100 des gisements en production non seulement des sociétés multinationales mais de ses propres entreprises canadiennes qui se sont donné du mal pour créer une nouvelle technologie et découvrir du pétrole et du gaz naturel où elles ont pu. Le gouvernement va les en déposséder.

Et la dernière humiliation, le dernier affront à mon avis, pour assurer le succès de cette société, après lui avoir donné un milliard et demi, la préférence dans l'octroi de permis d'exploitation, et le droit d'acheter 25 p. 100 de la production pétrolière ainsi qu'un droit absolu d'expropriation de 25 p. 100, ça ne lui suffit pas, il faut encore imposer une taxe aux citoyens canadiens. Chaque fois en effet qu'un Canadien va faire le plein à une station-service, une tranche du montant qu'il acquitte sert directement à payer l'acquisition de Petrofina. Tout cet argent sort du pays.

Mais voici le comble de l'absurdité. Nous achetons une industrie qui est en réalité au bout du rouleau. Elle a pris son essor dans les années 40 et elle est actuellement à son apogée. D'ici l'an 2020, il n'en restera plus rien. Nous tirerons alors notre énergie du soleil, du vent et de l'hydrogène.

Pourquoi dépensons-nous les deniers publics pour acheter une industrie qui est à son déclin? Que font ces entreprises? Qu'a fait Petrofina de son milliard et demi de dollars? Où Pacific Petroleum a-t-elle placé son milliard et demi? Ces sociétés se lancent dans la technologie de pointe, c'est-à-dire les ordinateurs, l'énergie solaire et l'hydrogène. Quand il n'y aura plus de pétrole, où puiserons-nous notre énergie? Nous achèterons notre énergie des sociétés multinationales qui sont à la pointe du progrès. C'est l'absurdité pure et simple.

Je supplie nos vis-à-vis de faire appel à leur bon sens avant de se lancer dans la nationalisation. Monsieur l'Orateur, songez à ce que représenterait aujourd'hui l'investissement d'un milliard et demi de dollars dans l'industrie des ordinateurs. S'il faut puiser dans la poche des contribuables—je n'hésiterais aucunement à m'adresser à mes électeurs de Lethbridge-Foothills pour leur dire: «Mes amis, je voudrais emprunter un milliard de dollars pour l'investir dans les techniques de pointe, ce qui sera avantageux pour nos enfants et nos petits-enfants». Par contre, je répugne beaucoup à avouer à mes électeurs que nous allons acheter une industrie qui périclite et que c'est une société multinationale qui va empocher l'argent et l'investir dans la technologie de l'hydrogène. Par la suite, il faudra leur acheter cet hydrogène. C'est de la folie furieuse.

Je voudrais aborder un dernier point, en réponse à mon ami de Kamloops-Shuswap (M. Riis) qui a dit que les sociétés pétrolières nous ont volé 12 milliards de dollars. Il laissait entendre que les entreprises privées ne feraient pas mieux, même si elles appartenaient aux Canadiens. Je lui réponds que ce serait bien pire dans le cas de Petro-Canada. L'exemple de l'Énergie atomique du Canada le prouve à l'évidence. Cette société de la Couronne agit-elle dans les meilleurs intérêts des